

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 405

Artikel: Mieux que Jean Ziegler
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018654>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'inquiétude des élèves

Me voilà tout gaillardet, ce matin ! Pourtant, hier soir, ça n'allait pas fort. Je venais de lire toute une page, dans la « Libera Stampa » (organe du Parti socialiste tessinois) du 22 avril, au sujet de la grève qui sévit à l'Ecole normale de Lugano — grève provoquée par le mécontentement des élèves devant le chômage qui menace de nombreux jeunes instituteurs. Citons quelques lignes du journal tessinois :

« *Pourquoi la grève ?* »

Quelqu'un nous a dit, voici quelques heures : « *Pourquoi la grève ? Pourquoi tout ce mouvement, cette exaltation de masse ?* »

Nous répondons à cette objection, et à tous ceux qui voient dans la grève une fin en elle-même, que nous ne sommes absolument pas d'accord. Les raisons, les voici :

1. Le conseiller d'Etat Sadis (*l'onorevole* Sadis, chef du Département de l'instruction publique) nous avait promis une réponse pour le 18 avril, au sujet des propositions faites pour remédier au chômage. Cette réponse n'a pas été donnée.

2. Toutes les lettres que nous avons envoyées, tous les communiqués et toutes les invitations que nous avons faites (cf. notre rencontre avec Sadis — du 7 mars) n'ont abouti à rien. Et ceci, pourquoi ? L'unique raison n'est pas difficile à trouver : Sadis veut sonder le terrain; il veut savoir si le mouvement des étudiants est assez fort pour réagir aux violences (car il s'agit de violences) qui lui sont faites.

Cette grève est la réponse unitaire de la part de tous les étudiants; elle signifie que désormais on ne les mènera plus en bateau, qu'il s'agit maintenant de prendre une décision, sans rester sur des positions ambiguës et sans plus se draper dans l'attitude de braves gens, conscients de leurs responsabilités et faisant tout leur possible pour nous aider. Il y a beau temps que ces messieurs nous

trompent de cette façon. (...) Mais peut-être pensera-t-on que nous faisons la grève tout simplement pour ne pas aller à l'école et parce que nous n'en avons pas envie. A ces bien-pensants, nous répondons de même que ce n'est pas vrai : ce n'est pas pour rien que nous avons formé des groupes de travail; ce n'est pas pour le plaisir que nous tenons des assemblées, que nous avons des rencontres, que nous tentons d'élargir la discussion sur le problème spécifique du chômage, en examinant les programmes et en élaborant à notre tour des propositions qui nous paraissent de nature à améliorer l'école. (...)

Nous, étudiants — et nous espérons que nos parents eux aussi comprendront nos paroles — nous réaffirmons notre volonté d'éliminer le chômage (*disoccupazione*) en améliorant aussi et surtout le système scolaire ».

Et c'est signé : Assemblée des étudiants.

Je me disais : que faire ? Je me disais : c'est terrible !

Eh bien, la réponse, je la trouve ce matin en classant de vieux journaux. Je la trouve dans un article de M. Jean-Pierre Masmejan (dans le « Journal d'Entreprises de la Suisse romande ») de février, intitulé : *Goût du suicide ?* Parlant des ouvriers qui s'opposent aux licenciements, M. Masmejan écrit : « A quoi sert-il de maintenir momentanément quelques emplois si c'est pour aboutir à la catastrophe de toute l'entreprise ? (...) Lorsque des travailleurs veulent empêcher une entreprise de se séparer du personnel qu'elle ne peut plus occuper, cela tient du suicide collectif. La solidarité doit se manifester autrement, par le système de l'assurance chômage, au besoin par des formes d'entraide individuelle. »

Voilà qui est bien dit ! Et il y aurait à faire, dans ce domaine...

On voit très bien, par exemple, l'*onorevole* Sadis démissionnant pour laisser la place à l'un des instituteurs sur le pavé...

Ou M. Masmejan (c'est à peine solliciter son texte que de dire qu'il y a sans doute pensé)

cédant son poste de rédacteur à un journaliste sans travail !

Après tout, le chômage, on a toujours vu ça. Ce n'est pas la fin du monde. Moi qui vous parle, j'ai connu un licencié ès-lettres qui pendant bien quelque temps ne trouva pas à ce caser. Il s'appelait Georges-André Chevallaz et il est actuellement quelque chose comme conseiller fédéral...

J. C.

DANS LES KIOSQUES

Mieux que Jean Ziegler

Un « columniste alémanique notait qu'on pouvait économiser le prix du livre de Jean Ziegler en lisant, dans la presse quotidienne, hebdomadaire et financière les révélations sur les opérations de la succursale de Chiasso du Crédit Suisse. Une fois de plus, seul un tremblement de terre ou l'équivalent « mettent en mouvement » (et encore est-ce façon de parler !) la politique helvétique. Le fait est que toute la presse consacre de nombreuses colonnes aux remous qui agitent la finance helvétique (voir aussi en pages 2 et 3). Les données manquant comme par hasard, personne ne s'aventure à tirer des conclusions trop hâtives.

Plus de frontières pour le 1er Mai

— Dans un tout autre domaine, la presse alémanique a consacré des pages, parfois fort intéressantes, à la fête du 1er Mai. Ce qui était réservé autrefois à la presse ouvrière, qui réussissait à tirer pour le 1er Mai des numéros assez épais grâce à de la publicité qui lui parvenait exceptionnellement pour la circonstance, ne connaît plus de frontière idéologique. Dans le canton de Berne, « *Der Bund* » publie une chronique d'un « *Juso* », les « *Berner Nachrichten* » une chronique du président des syndicats chrétiens. La « *Neue Zürcher Zeitung* » consacre cinq pages de

fin de semaine au « 1er Mai, entre une fête et un jour de lutte » (1. Mai zwischen Feier und Kampftag). La « Basler Zeitung », le « *Tages-Anzeiger* » et d'autres ont aussi marqué spécialement ce jour.

— Les transformations continuent dans la presse alémanique au moment où tant les « *Berner Nachrichten* » que la « *Basler Zeitung* » ont marqué par un article le centième numéro pour les premières et le premier trimestre de parution pour le second. Un hebdomadaire *Ringier*, le seul, sauf erreur, qui n'avait pas été modernisé, « *Allgemeine Volkszeitung* » (Le journal général populaire) s'appelle maintenant « *Die Glückpost* » (Le Courrier du Bonheur). Il s'agit manifestement de lutter contre une concurrence allemande massive dans le domaine de la presse populaire.

— Les femmes socialistes disposent d'un modeste mensuel « *Die Frau in Leben und Arbeit* » (La femme dans la vie et au travail). Il paraîtra dès le mois prochain dans une formule améliorée sous le titre « *S'rote Heftli* » (Le petit cahier rouge). Pour comprendre ce titre, il faut savoir que la désignation « *Heftli* » est utilisée pour les journaux familiaux.

— Le « magazine » de la « *Basler Zeitung* » ouvre également ses colonnes à Alexander J. Seiler qui, sous forme d'interview, décortique les thèmes les plus marquants, selon lui, du portrait qu'il a tracé de trois générations de travailleurs en Suisse. Dans le même supplément, une longue étude sur le « travail » dans l'optique des « travailleurs ».

La Suisse vue de France

— Dans le magazine hebdomadaire du « *Tages-Anzeiger* », comme à l'accoutumée, quelques articles qui méritent attention ! Tout d'abord cet étonnant panorama d'avis de personnalités françaises sur notre pays et le diagnostic de Jean Ziegler, couronné par un bilan d'Alain Peyrefitte, auteur du « *Mal français* » et actuel ministre de la justice dans le dernier cabinet Barre (de Jean-Louis Bory à Raymond Aron en passant par

Roland Barthes, notamment). Plus intéressant encore : pour le TA, Alexander J. Seiler présente la matière de son film (programmé, comme nous l'avions annoncé, à la télévision suisse alémanique le soir du 1er Mai), « *Les fruits du travail — Travail et travailleurs 1914-1974* »; extraordinaire reconstitution que le cinéaste a menée à bien avec la collaboration de Niklaus Meienberg.

Constructions publiques : on ne prête qu'aux riches

Les programmes de constructions publiques envisagés pour les cinq prochaines années ne réduiront pas l'écart entre cantons riches et cantons moins favorisés, c'est ce qui transparaît d'une étude publiée récemment par le délégué aux questions conjoncturelles et qui énumère tous les projets de construction publiques de 1977 à 1981. Ce plan pluriannuel couvre un volume total de constructions pour la Suisse qui culmine à une somme de 62,5 milliards de francs. Les trois quarts des projets recensés concernent, « grossost modo », dix cantons qui eux-mêmes abritent environ 75 % de la population résidente helvétique. Et il se trouve que ces cantons-là ne comptent pas, dans leur grande majorité, parmi les régions les moins vigoureuses de notre pays sur le plan économique et social ! On n'attendra donc pas — mais est-ce une surprise ? — que les constructions publiques soient un facteur de correction des inégalités patentées qui caractérisent la collectivité nationale.

Voyons la chose dans davantage de détails ! Sur cette somme de 62,5 milliards, plus d'un cinquième concerne le canton de Zurich (12,7 milliards). Un autre cinquième des projets dont l'exécution, la mise en œuvre ou la planification de détail est prévue pour cette période de cinq ans concerne les cantons de Berne (7,9 milliards) et Vaud (4,3 milliards). Avec les sept cantons suivants (Argovie 4 milliards, Genève 3,6 milliards,

Valais et Saint-Gall 3,4 milliards chacun, Tessin 3,2 milliards, Bâle-Ville 2,9 milliards et Grisons 2,6 milliards), on arrive en effet déjà aux trois quarts des constructions publiques. Illustration supplémentaire de la maxime « On ne prête qu'aux riches... »

Restons cependant modérés : ce n'est pas ce plan de constructions publiques qui allait d'un seul coup guérir les maux du secteur du bâtiment (part au produit national brut en 1948 : 11 %; puis dès 1961 et jusqu'en 1974 : de 17 à 21 %). Qu'on en juge plutôt ! En 1972, le bâtiment à proprement parler (génie civil et bâtiment, second œuvre, peinture, gypserie) occupait encore 228 000 travailleurs. Jusqu'en 1976, ce chiffre a baissé de 40 % pour tomber à 142 000. On sait que les saisonniers ont été particulièrement touchés par cette diminution : leur nombre passait de 100 000 à 25 000 au cours des quatre dernières années (— 75 %). Tandis qu'en 1972, près d'un travailleur du bâtiment sur deux était encore un saisonnier, le rapport est aujourd'hui de un sur cinq.

Les bienfaits du tourisme

Selon un relevé de l'OFIAMT datant de juillet 1976, que c'est dans le canton de Zoug que les employés de la branche hôtelière (hommes et femmes occupés dans des hôtels ou des établissements similaires) avaient le salaire le plus élevé à cette époque, soit environ 2090 francs par mois en moyenne (gain brut incluant les prestations en nature, les allocations sociales, les gratifications et les primes). Le salaire mensuel a également dépassé 2000 francs par mois dans les cantons de Zurich, Genève et Uri.

On trouvait en fin de liste les demi-cantons d'Obwald et Nidwald (1670 francs) précédés, ce qui est assez surprenant, par les cantons à vocation touristique du Tessin (1740 francs), du Valais et des Grisons (dans chacun 1770 francs). La différence de gain entre Zoug et Nidwald a représenté exactement 20 %.